

Contribution d'Enedis

La mise en œuvre des codes réseau nécessite la définition des critères de modification des installations existantes entraînant l'application de certaines exigences de ces codes et des exigences applicables dans chaque cas. Les critères de modification des installations existantes sont prévus dans le projet d'arrêté pour lequel la CRE a donné un avis favorable le 19 septembre 2019. Les exigences applicables dans chaque cas doivent être définies par la CRE et font l'objet de cette consultation publique.

Les cas d'application des codes aux installations existantes ont été traités dans le cadre des concertations nationales et ont permis la construction d'un compromis entre les différentes parties prenantes. La réponse d'Enedis est conforme aux bilans de ces instances.

Cette contribution n'est pas confidentielle.

1 Question 1 : Êtes-vous favorable à l'application de l'ensemble des exigences du règlement RfG à une unité de production, en cas de changement de catégorie ?

Enedis est favorable à la proposition de la CRE, sous réserve de la précision ci-après :

« Lorsqu'une augmentation de puissance d'une unité de production d'électricité la conduit à changer de catégorie, l'ensemble des exigences du code de raccordement RfG relatives au nouveau type de l'unité s'appliquent à l'intégralité de l'unité de production d'électricité. Le dépassement d'un seuil de catégorie s'apprécie en considérant les seuils en vigueur lors de la demande de raccordement initiale, ou le cas échéant de la demande de modification substantielle la plus récente. »

En effet, les discussions ayant eu lieu lors de la phase d'implémentation du code RfG avec l'ensemble des parties prenantes avaient retenu cette définition plus précise qu'il apparaît utile de rappeler dans son entièreté.

2 Question 2 : Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement RfG proposées à un parc non synchrone de générateurs, en cas d'augmentation de la puissance Pmax du parc non synchrone de générateur de plus de 10% ?

Enedis est favorable à la proposition de la CRE avec deux amendements de clarification :

« Pour les parcs non synchrones de générateurs faisant l'objet d'une augmentation de leur puissance maximale Pmax **et pour lesquels l'augmentation de puissance ne fait pas changer de catégorie** :

- les exigences du code de raccordement RfG s'appliquent à l'intégralité du parc non synchrone, lorsque l'augmentation de la puissance Pmax de l'unité est supérieure ou égale à 50% de la puissance Pmax initialement raccordée, que cette augmentation résulte d'une modification ou de plusieurs modifications successives ;
- les exigences du code de raccordement RfG s'appliquent aux parties neuves ou modifiées du parc non synchrone lorsque l'augmentation de la puissance Pmax de l'unité, qu'elle intervienne en une fois ou à l'occasion de plusieurs modifications successives, est supérieure ou égale à 10% et inférieure à 50% de la puissance Pmax initialement raccordée.

Pour les parcs non synchrones de générateurs de type A restant du même type après l'augmentation de puissance*, seules les parties neuves ou modifiées doivent respecter les exigences du code de raccordement RfG même si l'augmentation de puissance est supérieure à 50% de la puissance Pmax initialement raccordée.

~~Les exigences d'injection de courant réactif sur défaut, de tenue à la sous-tension et à la surtension ne s'appliquent pas aux machines existantes, seul le maintien des performances est demandé. Concernant les capacités d'injection de courant réactif sur défaut, de tenue à la sous-tension et à la surtension, seul le maintien des performances initiales est exigé.~~

~~*Conformément au paragraphe 1.2.1 »~~

Enedis considère qu'il est préférable de supprimer la condition relative à l'absence de changement de catégorie. En effet, les conséquences d'un tel changement ont déjà été traitées dans la question 1, et il est plus clair d'aborder l'augmentation de P_{max} de plus de 10% de façon indépendante.

En outre, Enedis propose une reformulation en fin de texte permettant de supprimer toute ambiguïté qui pourrait laisser penser qu'aucune exigence de performance ne s'applique antérieurement à l'application du code RfG.

3 Question 3 : Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement RfG proposées à une unité de production synchrone, en cas d'augmentation de la puissance P_{max} de l'unité de plus de 20% ?

Enedis est favorable à la proposition de la CRE, sous réserve des précisions suivantes:

« Pour les unités de production synchrones faisant l'objet d'une augmentation de leur puissance maximale P_{max} ~~et que l'augmentation de puissance ne fait pas changer de catégorie :~~

- L'ensemble des exigences du code de raccordement RfG s'appliquent à l'unité synchrone lorsque l'augmentation de la puissance P_{max} de l'unité est supérieure ou égale à 50% de la puissance P_{max} initialement raccordée, que cette augmentation intervienne en une fois ou à l'occasion de plusieurs modifications successives.
- Les exigences du code de raccordement RfG s'appliquent partiellement, selon les dispositions décrites ci-après, aux unités dont l'augmentation de la puissance maximale injectée, que cette augmentation intervienne une fois ou à l'occasion de plusieurs modifications successives :
 - est supérieure ou égale à 30% de la puissance P_{max} initialement raccordée et inférieure à 50% de la puissance P_{max} initialement raccordée, si l'unité fait partie d'une installation hydraulique composée d'au moins trois unités,
 - est supérieure ou égale à 20% de la puissance P_{max} initialement raccordée et inférieure à 50% de la puissance P_{max} initialement raccordée, pour les autres unités synchrones.

Pour les unités synchrones existantes de type A restant du même type après la modification, le maintien des performances est requis. Les exigences du code de raccordement RfG qui ne s'appliquent pas en cas d'application partielle des exigences du code de raccordement RfG. sont Les exigences relatives aux systèmes de protection relèvent de la réglementation nationale, et comme dans les autres cas d'augmentation de puissance, la mise à jour du réglage des protections peut s'avérer nécessaire.

[...]»

Pour les mêmes raisons que celles présentées dans le cadre de la question précédente, Enedis estime qu'il n'est pas utile de faire mention du changement de catégorie.

En outre, Enedis propose une reformulation permettant de lever toute ambiguïté sur la source de droit relative aux exigences portant sur les systèmes de protection. Si leur mise à niveau peut être exigée, cela découle de la réglementation française et pas du code RfG. De plus, il est important de préciser que ce sujet n'est pas propre uniquement aux unités de type synchrone.

4 Question 4 : Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement RfG proposées à une unité de production, en cas de modification d'un élément essentiel de l'unité ?

Enedis est favorable à cette proposition qui reprend les conclusions de l'instance de concertation. En intégrant la définition d'un élément essentiel de l'unité dans la délibération de la CRE, Enedis souligne néanmoins que cela restreindrait la souplesse qui pourrait s'avérer utile pour prendre en compte de nouvelles situations. Enedis considère qu'il serait donc

préférable que la définition d'un élément essentiel de la technologie relève de la DTR des gestionnaires de réseau, comme envisagé initialement à l'issue de la consultation publique menée par RTE et Enedis.

5 Question 5 : Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement RfG proposées à une unité de production faisant l'objet d'investissements de rénovation mentionnés à l'article R.314-14 du code de l'énergie ?

Enedis est favorable à la volonté affichée de préciser le cadre des investissements de rénovation qui impliquent une application du code RfG. Cependant, Enedis propose d'amender la rédaction comme suit :

« L'ensemble des exigences du règlement RfG s'appliquent à l'intégralité d'une unité de production d'électricité faisant l'objet **d' investissements de rénovation relatifs à l'obligation d'achat prévue par l'article L. 314-1 du code de l'énergie ou au complément de rémunération prévu par l'article L. 314-18 du code de l'énergie** ».

En effet, la référence à l'article R.314-14 peut apporter une certaine ambiguïté que permet de lever une référence plus explicite aux articles législatifs visant directement les mécanismes de soutien que sont l'obligation d'achat et le complément de rémunération.

6 Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la modification de la convention de raccordement à la suite d'une modification substantielle d'une unité de production ? Avez-vous d'autres propositions?

La proposition de rédaction faite par la CRE est satisfaisante.

7 Question 7 : Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement HVDC proposées à un système en courant continu à haute tension faisant l'objet d'une modification telle que défini à l'article 91 du projet d'arrêté ?

Pas de commentaire par Enedis.

8 Question 8 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la modification de la convention de raccordement à la suite d'une modification importante d'un système en courant continu à haute tension?

Pas de commentaire par Enedis.

9 Question 9 : Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement DCC proposées à une installation de consommation faisant l'objet d'une modification importante ?

Pas de commentaire par Enedis.

10 Question 10 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la révision de la convention de raccordement à la suite d'une modification importante d'une installation de consommation?

Pas de commentaire par Enedis.

11 Question 11 : Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement DCC à un réseau de distribution faisant l'objet d'une modification telle que définie à l'article 152 du projet d'arrêté ?

La définition de modification importante regroupe deux cas différents selon que l'on parle de l'article 15 ou 19 du code de raccordement DCC. La proposition de la CRE reprend la formulation du bilan de la concertation française sur le code de raccordement DCC. Enedis est donc favorable.

12 Question 12 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la modification de la convention de raccordement à la suite d'une modification importante d'un réseau de distribution?

Lors d'une modification importante telle que définie à l'article 152 de l'arrêté XXX certaines exigences du code DCC s'appliquent au poste concerné. Il est logique que celles-ci soient retranscrites dans la convention de raccordement du poste. Il faudra que la trame de la convention de RTE permette de pouvoir tracer simplement ces nouvelles exigences sans impacter le reste de la convention par des exigences non pertinentes.

Enedis propose la formulation suivante :

« Lorsqu'une installation de distribution fait l'objet d'une modification importante, **tel que défini à l'article 152 de l'arrêté de xx/xx/2020**, la Convention de raccordement précise, **pour ce qui relève de l'application des prescriptions définies dans le code DCC**, les nouvelles exigences applicables à l'installation **conformément à la présente délibération de la CRE.** »